

Direction des ressources humaines

Service Ressource humaine
Bureau Division de la coordination de la paye (DCP)

Affaire suivie par : Sébastien NOCERA Tél : 02 69 61 92 60

Mél : sebastien.nocera@ac-mayotte.fr

BP 76 rue Sarahangué 97600 Mamoudzou Mamoudzou, le 14/10/2025

Madame la rectrice de l'académie de Mayotte Δ

Mesdames et messieurs les inspecteurs, Mesdames et messieurs les conseillers techniques,

Mesdames et messieurs les chefs de division, Les IA-IPR.

Mesdames et messieurs,

Objet : Conditions d'attribution du « forfait mobilités durables » et modalités de prise en charge

Le « forfait mobilités durables » (FMD) permet aux agents de l'Etat qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable de bénéficier d'un forfait allant jusqu'à 300 euros par an au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Le dépôt des demandes se feront par l'application COLIBRIS du 17 novembre 12h00 au 19 décembre 2025 -12h00. Les pièces justificatives seront téléchargées dans COLIBRIS en format PDF.

La présente note précise l'ensemble des modalités de mise en œuvre et de préliquidation du forfait mobilités durables dont le versement intervient l'année suivant l'utilisation des moyens de transport prévus par la réglementation.

1. Personnels éligibles

Sont éligibles au versement du FMD les agents stagiaires, titulaires et contractuels - y compris les agents contractuels de droit privé (apprentis, contrats aidés) - du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère chargé des sports.

En revanche, le FMD ne peut être attribué aux agents qui bénéficient :

- D'un logement de fonction sur leur lieu de travail (ex : logement attribué pour nécessité absolue de service) ou d'un véhicule de fonction ;
- D'un transport gratuit fourni par l'employeur;
- Les volontaires en service civique ne sont pas éligibles au versement du forfait.

L'agent relevant du même employeur et exerçant dans plusieurs lieux de travail peut bénéficier du FMD lui permettant d'effectuer l'ensemble des déplacements entre sa résidence habituelle et ses différents lieux de travail.

Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics, il peut prétendre à la prise en charge du FMD par chacun de ses employeurs en vue de se rendre respectivement sur chacun de ses différents lieux de travail. Le montant du FMD est alors déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est alors calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Les agents qui bénéficient d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail peuvent bénéficier du FMD.

Direction des ressources humaines



2. Conditions de versement

a) Trajets

Les trajets pris en compte au titre du FMD sont les trajets effectués par un agent entre son lieu de résidence habituelle et son lieu de travail. Par conséquent, sont pris en charge au titre du FMD, tous les trajets qui permettent à l'agent de se rendre de sa résidence habituelle vers son lieu de travail au moyen des modes de transport prévus par la règlementation visée en référence (cf. annexe 1).

b) Montant et nombre minimum de jours d'utilisation des modes de transport éligibles

Le montant annuel du FMD par agent est fixé par arrêté à :

- 100 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible (cf. annexe 1) est comprise entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est comprise entre 60 et 99 jours;
- 300 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est d'au moins 100 jours.

Pour bénéficier du forfait, l'agent doit déclarer le nombre réel de jours d'usage d'un ou de plusieurs modes de transport éligibles au dispositif (cf. annexe 1) sur l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre de l'année N), afin de se rendre sur son lieu de travail durant ses jours d'activité professionnelle (en dehors des jours de congés ou télé travaillés). Le nombre minimal réel de jours d'usage est fixé à 30 jours. L'attestation est à verser dans COLIBRIS.

Au cours d'une même année civile, un agent peut alternativement utiliser un des moyens de transport éligibles pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation.

c) Justificatifs et contrôles

Le bénéfice du FMD est subordonné à une demande dans l'outil COLIBRIS et au dépôt d'une déclaration dans sur l'honneur nominative de l'agent complétée et signée par lui-même, auprès de son service de gestion des ressources humaines. Un modèle de cette déclaration figure en annexe 2 de la présente note. Cette déclaration sur l'honneur de l'agent atteste du nombre précis de jours d'usage, exprimé en chiffre entier (les demi-journées ne sont pas comptées).

La déclaration sur l'honneur suffit à justifier de l'utilisation effective du ou des moyens de transport déclaré. Toutefois, la division de la coordination de la paye en charge de la gestion de la campagne du FMD peut demander à l'agent de produire tout justificatif utile à sa demande (ex : facture d'achat, d'assurance ou d'entretien).

S'agissant du covoiturage, un contrôle doit être opéré au moyen des justificatifs suivants :

- Une attestation sur l'honneur du covoitureur ;
- Le modèle est disponible à l'adresse suivante : www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1273.

d) Procédure COLIBRIS

Les demandes de versement du FMD se feront exclusivement dans l'application COLIBRIS du 17/11/2025 - 12h00 au 19/12/2025 - 12h00.

Le téléchargement des justificatifs et attestations se fera dans COLIBRIS en version PDF:

- Déclaration sur l'honneur du nombre de déplacement ;
- Attestation de covoiturage accessible à l'adresse : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1273;
- Autres Justificatifs (ex: facture de vélo).



Direction des ressources humaines

En cas de difficulté de connexion, il convient de signaler la difficulté par la création d'un ticket GLPI via le portail ARENA rubrique « support et assistance. ».

Les dossiers incomplets ou incorrecte nécessitant une modification des informations par le demandeur, feront l'objet de deux rappels. La complétude ou la correction des demandes devront être finalisées avant le 19décembre 2025 à 12h00. Audelà de cette date, les dossiers incomplets ou incorrectes feront l'objet d'un rejet.

Pour la rectrice de l'académie de Mayotte et par

déléguation

Monsieur le secrétaire Philippe MICHEQUE FRANCE Monsieur le secrétaire général de l'académie

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'ACADEMIE

REPLIE

equistant secondates out notice (ii)

the production of the state of the product of the product and extracted the product of the entry product of the state of t

in a significant per significant and modification and the significant states of the significant

non to retrie out at a familiar at about the out of the

ometica tentisment

D SECRETAIRE OF LANGE

Phillips

W 5 TA90

ACADÉMIE DE MAYOTTE

DEMANDE DE VERSEMENT DU FORFAIT MOBILITÉS DURABLES

Liberté Égalité Fraternité Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 **modifié** relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique de l'Etat

enseigne	ements	administratif	s							
NOM DE l de naissa najuscule	ance) e					NOM D'USA en majuscul				
PRÉNOM ordre de	IS (dan									
Numéro d	de Sécu	urité sociale	(NIR) _		_ _	_		_ _ _	1	Q.
Grade					Fonction (si ense	n ou discipline eignant du 2 nd de	egré)			
•Adresse personne										
Code pos	stal		_ _ V	/ILLE						
🕑 Télépi	hone		_ _	_ _ _	9	Adresse mail				
otre situa	ation a	dministrative)							
Titulaire			Non tit	tulaire			agiaire			
Départ ou l'année	u arrivé	e durant		□ arrivée □ d		Date d'arrivée au cours de l'a	nnée		_/	
Quotité d hebdoma		os de travail	. 🗆 /	À temps parti	iel au taux	année d < horaire de □ 5 2025 au /	0 % 🗆 60			
Télétrava	ailleur	□ du / _	/	au/_	/	_ pour un nomb	ore de	jours par	semaine	
Affectation école, éta	on princablisse	cipale (oblig	atoire) e							
• Adress	se									
Code p	ostal		_ _	VILLE						
Exercez-	-vous t	ine activité a	uprès d'	un autre emp	oloyeur pu	ıblic ?	OUI		NON	
Si oui, ne	om de	l'employeur	public							
• Adres	se:									
Code p	oostal			VILLE _						
		es travaillée employeur	s	HEURES	Nomb du forf	re de jours décla fait auprès de ce	arés au tit et employe	re eur	JOU	JRS

Pour les agents effectuant du co-voiturage (conducteur ou passager), <u>le présent formulaire doit obligatoirement être accompagné d'un justificatif</u>: relevé de facture (passager) ou de paiement (conducteur) d'une plateforme de covoiturage ou attestation sur l'honneur du covoitureur (covoiturage hors plateforme) via cet outil : https://attestation.covoitu-rage.beta.gouv.fr/salarie-secteur-public ou attestation du registre de preuve de covoiturage.

Règlement général sur la protection des données (RGPD): Les informations recueillies dans la présente demande font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et les services de la DRFiP. Vous disposez, conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant en adressant un courrier à votre service gestionnaire. Vous disposez également d'une droit d'opposition, de limitation du traitement et d'un droit à la portabilité de vos données.

J'atteste sur l'honneur utiliser à l'occasion de mes déplacements entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail, le ou les moyens de transport suivants pour le nombre de jours indiqué :

(indiquer le nombre de jours de déplacements réalisés durant l'année au titre de laquelle la demande est produite).

	JANV.	FEV.	MARS	AVR.	MAI	JUIN	JUIL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	TOTAL
Vélo	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs
Covoiturage	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs
Autre engin personnel	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs	jrs
Service de mobilité parta- gée													jrs
Non	nbre <u>tota</u>	al de jou	ırs de d	éplacen	nents ré	éalisés d	ouvran	t droit a	ıu bénéf	ice du l	-MD		JRS

Je déclare ne pas me trouver dans les exclusions visées par le décret :
□ Ne pas bénéficier de la prise en charge d'un abonnement à un service public de location de vélos au titre du décret du 21 juin 2010 pour les déplacements déclarés ci-dessus
□ Ne pas percevoir d'indemnités représentatives de frais pour mes déplacements entre ma résidence habituelle et mon(mes) lieu(x) de travail
☐ Ne pas bénéficier d'un logement de fonction sur le lieu de travail ou d'un véhicule de fonction
□ Ne pas bénéficier d'un transport gratuit entre mon domicile et mon lieu de travail (transport collectif gratuit ou transport gratuit par l'employeur)
☐ Ne pas bénéficier <u>pour les mêmes trajets</u> d'une prise en charge au titre des frais de déplacements temporaires
□ Ne pas bénéficier des dispositions du <u>décret n°83-588 du 1er juillet 1983</u> (personnels situé dans la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens dont le handicap empêche d'utiliser les transports en commun)
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et m'engage à signaler immédiatement toute modification qui pourrait intervenir concernant ma résidence habituelle, mon lieu de travail ou les moyens de transport utilisés.
Je m'engage à fournir tout justificatif réclamé par l'administration à tout moment de l'année. L'administration se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires dont elle aurait besoin dans le cadre des contrôles effectués.
Fait à Le//
Signature obligatoire

Déclaration d'utilisation du covoiturage donnant droit au bénéfice du « Forfait mobilités durables »

(en application du décret n° 2022-1562 du 13 décembre 2022 et n° 2020-543 du 9 mai 2020)

Service de ressources humaines :	Déclaration sur l'honneur (à remplir par l'agent)
	Je soussigné(e), DUPONT déclare que :
DUPONT Ministère/service/affectation : Education Nationale	Je ne bénéficie pas d'un logement de fonction ; Le ne bénéficie pas d'un véhicule de fonction sur le lieu de travail ;
Corps/grade: Mamoudzou	 Je ne beneficie pas d'un transport collectif gratuit entre mon domicile et mon lieu de travail; Je ne bénéficie pas d'un transporté gratuitement par mon employeur; Je ne suis pas transporté gratuitement par mon employeur; Je ne suis pas transporté gratuitement par même trajet d'une prise en charge au titre des frais de la pas pour le même trajet d'une prise en charge au titre des frais de
Domicile Rue de la mosquet 96xxxx	déplacements temporaires ; déplacements temporaires ; Je ne bénéficie pas des dispositions du décret n° 83-588 du 1er juillet 1983³
Lieu de travail Lycée xxxx à SADA	J'utilise le covoiturage pendant au moins le nombre de jours requis en comme de jours requis en comme de soit .100 jours pour l'année soit .100 jours pour l'année soit .100 jours plein et quotité travaillée de 100 % : 100 jours ; à 80 % : 80 jours. (Ex : pour un agent à temps plein et quotité travaillée de ressources humaines).
Quotité travaillée année N¹: 100%. Départ ou arrivée sur l'année N¹ et ²: □ Oui : si oui, renseigner la date	Ces élements peuvent etre commines par les des disposition de mon employeur tout justificatif utile d'utilisation effective du covoiturage. Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande.
2	Fait à: SADA Le: 23/09/2025
Date, signature et cachet du service RH:	
Signature de l'agent :	

Le nombre de jours requis est modulé en fonction du temps de présence et/ou de la quotité de travail sur l'année.

² Le montant du FMD est susceptible de varier en fonction de ce paramètre.

Decret nº 83-588 du 1er juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun

